

Bâtiment: créer du «bon emploi», grâce à la transition écologique

PAR MATHILDE GOANEC

ARTICLE PUBLIÉ LE DIMANCHE 17 JANVIER 2021

Les plans pour accélérer la transition écologique dans le bâtiment s'empilent ainsi que les milliards d'euros mis sur la table. Mais salariés et artisans sont-ils réellement formés pour rénover en masse, construire autrement et mieux ? La transformation écologique pourrait permettre de revaloriser des métiers déconsidérés et pallier la pénurie de main-d'œuvre. Certains acteurs tentent le coup.



Isolation par l'extérieur en paille, sur un bâtiment à Nantes, en 2017. © Jacques LOIC / Photononstop via AFP

Nous sommes à la Cité fertile, à Pantin (Seine-Saint-Denis), le 3 septembre 2020. Le gratin de la rénovation énergétique se presse dans les allées de ce « tiers-lieu » très à la mode en bordure de Paris, un « incubateur à impact positif », selon ses promoteurs. L'événement est organisé par EnergieSprong, un programme développé par l'entreprise Greenflex, société propriété du groupe Total, qui ambitionne de développer à « grande échelle » des procédés de rénovation énergétique des bâtiments dans toute l'Europe, en posant des façades isolantes préfabriquées en usine sur les logements.

L'ambiance est à la sauce start-up ce matin-là. Présentation de parcours « innovants » et « inspirants », concours technologique et remise de prix sous la houlette d'Emmanuelle Wargon, ministre déléguée chargée du logement. Et pour réveiller la salle, des jeux à l'heure du café, auxquels on accède en cliquant sur son portable.

EnergieSprong fait partie de ces initiatives ayant le vent en poupe, les pouvoirs publics français et européens se montrant fort intéressés par cette approche « industrielle », capable de traiter de « gros volumes », permettant ainsi de « standardiser les techniques et de baisser les coûts » (lire [ici le communiqué de presse](#) de Nicolas Hulot, alors ministre de l'écologie).

Sébastien Delpont, directeur d'EnergieSprong en France, s'enthousiasme : « Il y a trop en France de logements vieillissants et



© Takumi Kobayashi / Mediapart

inconfortables, des passoires thermiques qui entraînent une précarité énergétique pour les habitants. Or nous avons des solutions industrielles à moindre coût mais à haut niveau de qualité pour démocratiser la réhabilitation de ces logements, privés et publics. » Fabriqués en usine (pour le moment aux Pays-Bas), les chantiers sont rapides, et donc plébiscités notamment par les bailleurs sociaux, qui ont de gros volumes à traiter avec des moyens limités.

Quelques semaines plus tard, autre rencontre, dans un décor qui pourrait sembler identique : du bois, partout, des bacs à légumes près du bitume, des loupiotes qui illuminent la voie ferrée enserrant autrefois Paris, près du canal de l'Ourcq. Nous sommes à La Ferme du Rail, qui regroupe des activités agricoles urbaines, un lieu de vie et d'insertion par le travail, des logements étudiants, un restaurant et le traitement du compost du quartier. L'une des architectes de ce projet ayant pris vie en 2020, Clara Simay, a signé la même année avec

son compagnon le philosophe Philippe Simay **une tribune sur Métropolitiques**, appelant à la création d'une « école du réemploi » pour le bâtiment.



La Ferme du Rail, dans le XIXe arrondissement de Paris, est un lieu de polyculture et d'insertion mais aussi d'hébergement. © © Capture d'écran mairie de Paris

« Le Green New Deal de la construction n'est visiblement pas pour tout de suite, avertissent les deux auteurs. Voilà combien d'années que l'on promet le lancement de grands plans de rénovation énergétique ? Les milliers d'emplois français annoncés par le ministère de la transition écologique et solidaire ou par l'Ademe [Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie – ndlr] dans différents scénarios de transition ne vont pas se créer seuls par la simple magie d'intentions ministérielles. » Et de plaider pour l'économie circulaire, seule à même de répondre « directement aux grands enjeux sociaux et environnementaux de l'écologie », et qui « devrait depuis longtemps être au cœur des enseignements dans les écoles d'architecture et d'ingénieur ».

Dans la cour de La Ferme du Rail, les deux auteurs déploient leur réflexion et la manière dont elle s'est incarnée dans le bâtiment qui les entoure : *« La réponse du gouvernement à la transition écologique, c'est la rénovation thermique, mais nous sommes convaincus qu'il y a autre chose à faire, en réfléchissant non plus au seul produit, mais en pensant ensemble la matière et la filière, relève Clara Simay. Sur ces deux champs-là, il faut faire école. »* Le réemploi, complète Philippe Simay, dans le cadre de ressources que nous savons désormais *« finies »*, permet également d'ouvrir la vaste question de la valeur. *« La valeur de ce qui est laissé, abandonné par l'industrie, et que nous pouvons réutiliser, réemployer. »*

De ces deux initiatives surgit presque tout le spectre des enjeux auxquels doit faire face le bâtiment. Ce secteur est l'un des premiers producteurs de gaz à effet de serre. Il génère des millions de tonnes de déchets par an. Selon la loi, tous les bâtiments devront être classés « énergie positive » en 2050, mais l'on est loin du compte, tant les bâtiments restent en France très énergivores. Dans le tout récent **plan de relance**, sept milliards d'euros ont été fléchés vers la rénovation énergétique des logements, publics et privés, par le biais d'aides aux bailleurs ou de primes pour les foyers, et **des mesures supplémentaires** devraient figurer dans la loi issue de la Convention citoyenne pour le climat. Le diagnostic est clair : il faut désormais mieux construire et réhabiliter à grande échelle, avec les meilleurs matériaux possibles pour la planète.

De ce point de vue, le bâtiment est confronté aux mêmes défis que l'agriculture qui, en sortant le biologique de la marginalité, a transformé profondément le rapport aux produits, aux méthodes, aux surfaces et au travail. Comment désormais apprendre à bâtir différemment, pour répondre au double enjeu écologique et social ? L'industrie constitue-t-elle l'alpha et l'oméga de cette politique ? Comment faire pour que les milliards d'euros mis au pot ne pleuvent pas sur une terre en friche ? À ces questions s'ajoutent celles, plus traditionnelles, qui taraudent le secteur du bâtiment : une pénurie de main-d'œuvre, un métier réputé difficile, peu considéré.

« Nous avons besoin d'ouvriers, d'artisans, de Compagnons, de logisticiens, d'architectes et d'ingénieurs, de chercheurs et d'entrepreneurs qui partagent un même sens de l'utilité sociale et des responsabilités face à la raréfaction des ressources, insistent Clara et Philippe Simay. Des acteurs qui apprennent à faire plus avec moins, à valoriser le "déjà là", à réparer plutôt qu'à produire, à réhabiliter plutôt qu'à construire. » Si l'on veut se conformer à l'esprit de la rénovation énergétique, *« n'est-ce pas une révolution qu'il faut faire dans la chaîne de valeur, sur les matériaux, leur standardisation, leur provenance, et le travail de ceux qui les utilisent ? »*, s'interroge également Danyel Dubreuil, coordinateur

de l'initiative **Rénovons !**, montée en 2016. « *La formation est aussi de ce point de vue un impensé, en volume et en qualité.* »

« *En Île-de-France, par exemple, ce ne sont pas des passoires énergétiques auxquelles nous nous confrontons, ce sont des épaves énergétiques !*, alerte Jocelyn Gac, directeur du pôle énergie et environnement aux Compagnons du devoir. *Pour accompagner une filière complète au changement, il faut plus qu'une visibilité sur cinq ans, il nous faut un programme pour trente ans, avec des financements pérennes. C'est comme pour le nucléaire, on ne passera pas de 80 à 20 % en claquant des doigts. Or le calcul semble toujours oublier la question de l'emploi, et du bon emploi.* »

Faire bouger un milieu plutôt «conservateur»

Arthur Brac de la Perrière, 41 ans, vit en région lyonnaise et fait partie de celles et ceux qui y pensent constamment. Dans une autre vie, ce diplômé d'école de commerce travaillait dans l'univers des multinationales. « *On me demandait ce que je faisais comme métier, et je n'en étais pas particulièrement fier...* » L'homme a eu envie d'une profession à « *dimension sociale et écologique forte* », et a choisi le bâtiment et « *l'éco-rénovation* ». Le superdiplômé se retrouve ouvrier chez un plaquiste aux pratiques traditionnelles pendant plusieurs mois, pour se frotter au métier, avant de racheter une entreprise il y a dix ans avec un associé. Cette société compte aujourd'hui une quarantaine de salariés.

« *Nous faisons plus de la moitié de nos isolations avec des matériaux bio-sourcés ou en recyclage. Sur la peinture naturelle, ça devient notre matière de base et on prend le surcoût sur nos marges. Nous trions nos déchets à la source, intégralement. Et moi, je roule à vélo électrique...* » Le patron sourit, mais l'avenir n'est pas tout rose pour autant : « *Chaque année, les politiques nous proposent un plan climat super ambitieux, avec des centaines de milliers de logements à rénover. Mais année après année, nous sommes toujours plus loin des objectifs. Et si on me disait demain de doubler l'activité, est-ce que j'en serais capable ? Non, j'aurais un problème de recrutement.*

Les gens qui nous rejoignent ne le font pas pour l'écologie. J'espère en revanche qu'ils restent aussi pour ça. »

Olivier Sidler, porte-parole de l'**association négaWatt**, a eu tout le loisir de voir les pratiques évoluer. Dans les années 1980, il crée un bureau d'étude pour « *tout mesurer* » dans les bâtiments en matière de consommation énergétique. « *Nous voulions révolutionner la manière de concevoir des bâtiments, et avons la volonté farouche de diffuser ce savoir.* » Dans les années 2000, l'université fait appel à lui pour intervenir dans des modules dirigés sur les énergies renouvelables, en filière générale ou plus professionnelle, et il forme des architectes, des futurs salariés de cabinets d'étude, des « *supertecniciens* ». Olivier Sidler enchaîne sur la formation continue des professionnels, et intervient auprès de dizaines de milliers d'ouvriers et artisans.

« *Lors de ces formations, j'emmenais des groupes d'artisans sur quatre maisons, pour faire des devis afin de mener des rénovations complètes avec un haut niveau de performance sans que les budgets ne dérapent.* » L'homme est passionné : « *La ventilation mécanique, par exemple, c'est rarement bien fait ! Si on veut qu'un logement consomme peu d'énergie, il y a beaucoup de choses à changer, et beaucoup de choses à apprendre.* »

Autre précurseur, l'architecte Benoît Rougelot, qui préside le **Réseau français de la construction paille**, matériau de plus en plus plébiscité pour ses vertus isolantes et écologiques. Ce réseau a permis l'écriture de règles professionnelles nouvelles, en travaillant à la certification de la méthode et a imaginé dans le même temps des formations sur mesure pour les charpentiers, maçons, ingénieurs, architectes, mais également constructeurs amateurs. « *Parmi les artisans, les professionnels de la construction, il s'agit souvent de reconversion, de parcours atypiques pour le milieu. Chez les architectes, formés au béton, il y a aussi une forte appétence* », souligne Benoît Rougelot.

Une manière d'« *infuser du vert dans des pratiques grises* », résume Maël Steck, formateur en construction paille et gérant de l'entreprise

Bati-Nature, qui construit et isole par la paille dans la Drôme. Avec l'espoir qu'en touchant les professionnels, ces techniques irrigueront les cursus, en lycée professionnel, en centre de formation à l'apprentissage (CFA) et dans le supérieur. « *L'ouvrier ou l'artisan qui a posé une isolation par le chanvre, le lin ou le coton, il ne veut pas revenir à la laine de verre, beaucoup moins agréable à travailler*, ajoute Arthur Brac de la Perrière. *Ensuite, vis-à-vis du client, il devient prescripteur.* »

« *Ce qui nous permet d'avoir une posture environnementale dans notre formation, c'est la durée du parcours : on commence à 16 ans, on finit à 30, on peut plus facilement intégrer ces techniques dans le cursus*, explique de son côté Jocelyn Gac, pour les Compagnons du devoir, souvent cités en exemple en la matière. L'association, qui forme plusieurs milliers de jeunes par an sur six filières, abrite également une cellule sur le « *devenir des métiers* » et donc des techniques et des matériaux. Jocelyn Gac tente d'illustrer son propos : « *Prenons le polystyrène. Faut-il encore utiliser le polystyrène en isolant extérieur ? On ne dit pas "stop" mais on essaye d'inverser la vapeur.* » Tenus à une forme de « *neutralité politique mais aussi industrielle* », les Compagnons tentent de minimiser les produits polluants sans avoir une position « *radicale* ».

Car tout cela change excessivement doucement, juge Olivier Sidler. « *Les artisans ont trop de travail, ils ne sont pas assez nombreux pour répondre à la demande et ne sont donc globalement pas du genre à se casser la tête. On a bien plus de mal à faire bouger le monde de l'artisanat que les concepteurs.* » Le bâtiment reste très « *conservateur, bien plus que l'industrie* », souligne-t-il. Le poids de la tradition, le « *On a toujours fait comme ça* », les assurances, la responsabilité civile, les processus de certification... pèseraient lourdement sur l'innovation écologique et sociale.

La culture du métier également. « *On fait face à des gens qui n'ont pas été formés à être gérants d'entreprise, et qui ont été éduqués à la dure, sur le mode "Tu fermes ta gueule et tu avances",*

raconte Maël Steck. Cette image a fait beaucoup de mal au travail dans le bâtiment, a conduit à sa dévalorisation, parfois avec raison. D'où la nécessité d'une discussion sur l'intensité sociale des métiers, en parallèle de la question écologique. Aujourd'hui, on demande des exécutants, pas des artisans. »

L'intensité sociale des métiers, **concept** théorisé par les penseurs de la transition écologique, prend là toute sa mesure : « *Pour moi, cela pose vraiment la question de la transformation de l'économie du bâtiment par l'endroit où l'on met la taxe, poursuit Maël Steck. Aujourd'hui, la taxe est mise sur la main-d'œuvre. Donc, pour un ouvrage fini, c'est plus pertinent de faire avec moins de monde et plus de matériel, ce qui facilite les productions industrielles. Pour résumer, on va mettre du Placo plutôt qu'embaucher un plâtrier-staffeur. On va privilégier le procédé, plutôt que le savoir-faire.* »

Réfléchir aux matériaux, et au « geste »

Il y a bien un travail « *colossal à mener sur les conditions de travail, et le geste* », confirme Jocelyn Gac, *cela passe par la réflexion sur les nouvelles pratiques et les nouveaux matériaux environnementaux.* » Comment mettre ces questions au cœur de la formation professionnelle, qui est le reflet de son milieu ? « *Nous essayons de ne pas apprendre une théorie, mais une pratique, explique le responsable. D'abord dans la vie communautaire, avec de nombreux projets sur l'écologie. Mais aussi parce que les Compagnons aiment se dépasser techniquement et physiquement. Ce qui nous anime, c'est la qualité, la technicité, le plaisir que l'on a pris. L'écologie est l'une des manières de faire vivre cette fierté ouvrière, cette capacité à faire et à faire bien.* »

À La Ferme du Rail, le projet a tiré au maximum ce fil, selon ses promoteurs. « *Nous voulions un impact carbone minimum, réaliser les bâtiments en éco-construction, et donner une vocation sociale au chantier*, détaille Clara Simay. *Que les choix d'organisation du chantier permettent aux personnes fragilisées d'y participer.* » Pas si simple dans un monde classiquement très hiérarchisé, du « *manceuvre* » au promoteur, qui abrite diverses

logiques d'exploitation (voir à ce sujet **le travail** de Nicolas Jounin). « La paille, par exemple, n'a pas d'intermédiaire industriel, rappelle l'architecte, c'est directement du champ au chantier et donc cela demande de la main-d'œuvre, que le geste technique compte. Ce travail sur le matériau remet aussi en cause le rôle du sachant, l'architecte par exemple. »



Isolation par l'extérieur en paille, sur un bâtiment à Nantes, en 2017. © Jacques LOIC / Photononstop via AFP

Une autre piste consiste à faire de l'écologie un hameçon pour revaloriser les métiers du bâtiment, et résoudre peut-être, en partie, la discussion récurrente sur la pénurie de main-d'œuvre. « Ces filières sont déconsidérées dans le système éducatif à la française, considérées comme menant à des métiers à faible qualification, à faible niveau de salaire et à faible valeur sociale, confirme Danyel Dubreuil. Et pour les salariés des chantiers, les conditions de travail ne sont effectivement pas faciles : on travaille en extérieur, avec des garanties incertaines sur la sécurité, et dans une chaîne de sous-traitance qui s'est encore raffinée ces dernières années. »

« C'est vrai que beaucoup de jeunes sont attirés par des métiers, tournés vers l'environnement, qui ont du sens, relate Olivier Sidler. Au contraire, les métiers de la construction sont dévalorisés depuis des générations. On y va quand on a échoué partout. Mais ce ne sont pas des métiers de sots, ils sont même de grande valeur quand on travaille bien. Il faudrait réussir à articuler ces deux axes. »

Dans son entreprise, Maël Steck le remarque tous les jours. La recherche de sens « joue un rôle » pour recruter, notamment les personnes en reconversion, « qui ne sont pas tombées dans le bâtiment à 15 ans sans avoir la possibilité d'y réfléchir ». Et les difficultés physiques ne sont pas forcément dissuasives, à condition de tenir la promesse sociale.

« Nous avons des salariés à mi-temps, le temps plein chez nous, c'est 35 heures, pas 50. On travaille en atelier si possible, où les postures sont plus confortables. »

Réfléchir aux objectifs et aux matériaux peut avoir l'avantage d'élargir la palette des candidats et de changer l'image très « viriliste » du secteur. « Les peintres femmes sont obligées de s'arrêter quand elles sont enceintes car les produits ne sont pas adaptés, prend en exemple Jocelyn Gac. Se préoccuper d'environnement, c'est aussi une chance formidable pour la féminisation des métiers. » Le frein, « psychologique » à plus de femmes dans le bâtiment, assure Arthur Brac, tient aussi de la réputation de métiers très physiques. « Or nous avons de bons profils de femmes dans notre entreprise parce qu'une femme qui vient dans le bâtiment, elle le fait par envie. »

À quel point enfin le volume de chantiers à venir, si l'on s'en tient à la simple rénovation, est-il aussi pensé sur l'angle de main-d'œuvre disponible et nécessaire, le « bon emploi » dont parlent les Compagnons du devoir ? « Puisque nous sommes pour le moment sur des niveaux de chantiers bien inférieurs à ce que l'on devrait être pour respecter le chemin de la transition énergétique, ça tient, rapporte Danyel Dubreuil. Cela tient aussi car cette main-d'œuvre vient d'un peu partout. L'hypothèse que la transition puisse être pensée comme un vecteur d'intégration sur le long terme des populations qui arrivent sur le sol français se pose aussi, et en la matière le bâtiment possède une longue tradition. »

Sur ce sujet, Arthur Brac de la Perrière compare avec amusement ses deux expériences. « Nous avons dix nationalités dans l'entreprise, notre métier est clairement un vrai secteur d'intégration, à condition de passer par de la formation et de l'accompagnement. Je viens d'une multinationale qui était censée être une boîte internationale et finalement, je vis aujourd'hui dans un environnement bien plus multiculturel. »

Il s'agit donc bel et bien d'un changement de modèle, profondément politique. Au point de donner des sueurs froides aux partisans du changement. « Qu'est-ce qui

se passe si demain tout le monde se met au bio-sourcé, y compris les gros ?, questionne Maël Steck. Nous sommes actuellement dans une niche, un marché protégé, qui nous permet de faire des choix sociaux et sociétaux différents. Si demain tout le monde fait de la

paille, on va finir par faire comme les autres, se tirer dans les pattes et chercher la rentabilité à tout prix. La seule manière pour changer d'échelle, ce serait que les règles changent, pour tout le monde. »

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Direction éditoriale : Carine Fouteau et Stéphane Alliès

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, François Vitran. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitran ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart, Société des salariés de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.